



Assemblée générale

Distr. générale
9 juillet 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 74 de l'ordre du jour provisoire*

Nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États

Nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États

Note du Secrétariat

Résumé

La présente note contient les commentaires et observations de 15 gouvernements sur la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, présentés en application de la résolution 59/34 de l'Assemblée générale.

* A/63/50.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Commentaires reçus des gouvernements	4
A. Observations générales	4
Brésil	4
Mexique	5
Philippines	5
Portugal	6
République de Corée	6
Slovénie	7
B. Observations concernant le préambule et des articles particuliers	7
1. Préambule	7
Brésil	7
2. Article 2. Termes employés	8
Brésil	8
Kenya	8
Philippines	8
3. Article 3. Cas de succession d'États visés par les présents articles	8
Turquie	8
4. Article 6. Législation sur la nationalité et autres questions connexes	9
Kenya	9
5. Article 9. Renonciation à la nationalité d'un autre État conditionnant l'attribution de la nationalité	9
Kenya	9
6. Article 11. Respect de la volonté des personnes concernées	9
République de Corée	9
7. Article 13. Enfant né après la succession d'États	9
Brésil	9
8. Article 15. Non-discrimination	9
Kenya	9
9. Article 17. Procédures en matière de nationalité	10
Kenya	10
10. Article 18. Échange d'informations, consultation et négociation	10

Kenya	10
11. Article 19. Autres États	10
République de Corée	10
12. Article 20. Attribution de la nationalité de l'État successeur et retrait de la nationalité de l'État prédécesseur	10
Brésil	10
13. Article 22. Attribution de la nationalité des États successeurs	10
République de Corée	10
14. Article 24. Attribution de la nationalité de l'État successeur	10
République de Corée	10
15. Article 25. Retrait de la nationalité de l'État prédécesseur	11
Kenya	11
République de Corée	11
C. Opportunité d'élaborer un instrument juridique sur la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, et forme que pourrait revêtir cet instrument.	11
Algérie	11
Autriche	11
Biélorus	12
Brésil	12
Canada	12
Équateur	13
Luxembourg	13
Mexique	13
Portugal	13
République de Corée	13
République tchèque	14
Slovénie	15

I. Introduction

1. À sa cinquante et unième session, en 1999, la Commission du droit international a adopté le projet d'articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États et en a recommandé l'adoption, sous la forme d'une déclaration, à l'Assemblée générale.
2. Au paragraphe 3 de sa résolution 54/112, l'Assemblée générale a invité les gouvernements à présenter leurs commentaires et observations sur la question d'une éventuelle convention sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, afin qu'elle examine à une session ultérieure la possibilité d'élaborer une telle convention. L'Assemblée générale a réitéré cette invitation dans sa résolution 55/153, à laquelle était annexé le texte du projet d'articles. Les commentaires et observations reçus des gouvernements en réponse à cette invitation figurent dans les documents A/59/180 et Add.1 et 2.
3. Au paragraphe 3 de sa résolution 59/34, l'Assemblée générale a invité les gouvernements à faire savoir si l'élaboration d'un instrument juridique sur la question de la nationalité des personnes physiques du fait de la succession d'États, notamment sur la prévention de l'apatridie du fait de la succession d'États, leur paraît indiquée. Au paragraphe 4 de cette même résolution, l'Assemblée a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-troisième session la question intitulée « Nationalité des personnes physiques et succession d'États ».
4. Au 4 juin 2008, des réponses avaient été reçues des gouvernements des pays suivants : Algérie (6 février 2008), Autriche (7 décembre 2007), Bélarus (3 mars 2008), Brésil (20 juin 2008), Canada (8 mai 2008), Équateur (25 mars 2008), Kenya (3 mars 2008), Luxembourg (4 octobre 2007), Mexique (14 mars 2008), Philippines (9 janvier 2008), Portugal (28 février 2008), République de Corée (17 janvier 2008), République tchèque (25 février 2008), Slovénie (30 mai 2008) et Turquie (25 mars 2008). Elles sont reproduites, organisées par sujet, à la section II ci-après. Les réponses qui seront reçues ultérieurement seront publiées en tant qu'additifs au présent rapport.

II. Commentaires reçus des gouvernements

A. Observations générales

Brésil

1. La question de la succession d'États donne lieu en général à un certain nombre de considérations concernant le droit de tout individu à une nationalité. Dans le cas d'une unification d'États, la solution est d'ordinaire relativement simple, l'État successeur reconnaissant normalement le lien de nationalité avec les nationaux des États prédécesseurs. Elle devient plus complexe lorsqu'il y a dissolution d'un État ou séparation d'une partie ou de parties de son territoire.
2. Le droit à une nationalité compte parmi les droits fondamentaux de la personne humaine, selon plusieurs instruments de droit international. Comme chacun sait, l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 dispose que « tout individu a droit à une nationalité » et que « nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité ». Conformément au paragraphe 3 de l'article 24 du Pacte international

relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966¹, « Tout enfant a le droit d'acquérir une nationalité ».

3. Dans le contexte interaméricain, par exemple, l'article 20 (« Droit à une nationalité ») de la Convention américaine relative aux droits de l'homme du 22 novembre 1969², dispose ce qui suit :

« 1. Toute personne a droit à une nationalité.

2. Toute personne a le droit d'acquérir la nationalité de l'État sur le territoire duquel elle est née, si elle n'a pas droit à une autre nationalité.

3. Nul ne peut être privé arbitrairement de sa nationalité ni du droit de changer de nationalité ».

4. Les paragraphes introductifs du projet d'articles élaboré par la Commission du droit international insistent sur le fait que « la nationalité relève essentiellement du droit interne, dans les limites tracées par le droit international ». Cette remarque va dans le sens de la Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité du 12 avril 1930³, ainsi que de la pratique et de la jurisprudence internationales (notamment l'affaire *Notteböhm*⁴). L'article premier de la Convention de 1930 dispose ce qui suit :

« Il appartient à chaque État de déterminer par sa législation quels sont ses nationaux. Cette législation doit être admise par les autres États, pourvu qu'elle soit en accord avec les conventions internationales, la coutume internationale et les principes de droit généralement reconnus en matière de nationalité. »

Mexique

[Original : espagnol]

1. Comme le Mexique l'a déclaré devant l'Assemblée générale en octobre 2004, protéger la nationalité des personnes physiques signifie leur reconnaître le statut juridique nécessaire pour exercer pleinement leurs droits. En conséquence, le Mexique est en mesure de soutenir les articles proposés.

2. Le Mexique propose néanmoins l'inclusion d'un article ou d'un paragraphe introductif affirmant qu'aucun effort ne doit être épargné pour assurer et promouvoir le respect des droits fondamentaux de l'être humain en toutes circonstances, quels que soient sa nationalité ou son statut territorial ou juridique.

Philippines

1. Les Philippines n'opposent aucune objection aux dispositions du projet d'articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États.

2. Le projet d'articles ne couvre pas les personnes qui se trouvent sur le territoire de l'État prédécesseur ou de l'État successeur mais sont apatrides au moment de la

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 999.

² Ibid., vol. 1144.

³ Voir Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. 179.

⁴ *Affaire Notteböhm (deuxième phase)*, arrêt du 6 avril 1955, C.I.J., *Recueil* 1955.

succession. L'inclusion de ces personnes apatrides dans le champ d'application du projet d'articles pourrait renforcer le droit de tout individu à une nationalité, proclamé par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Portugal

1. Le Portugal félicite la Commission du droit international pour le travail qu'elle a accompli en vue d'élaborer une série de projets d'articles réglementant une question aussi complexe. La Déclaration universelle des droits de l'homme consacre le principe fondamental selon lequel tout individu a droit à une nationalité. À la lumière de ce principe, le projet d'articles poursuit l'important objectif de prévenir l'apatridie du fait de la succession d'États.

2. On observe de nos jours un meilleur équilibre entre la pertinence reconnue aux intérêts des États et celle que l'on accorde aux intérêts des individus. Il convient donc de concilier au mieux les intérêts pratiques des États relatifs au processus de la succession et les droits et les attentes des individus concernant leur nationalité.

3. On s'accorde pour reconnaître que l'attribution de la nationalité relève des prérogatives souveraines des États. Ces prérogatives doivent toutefois s'exercer dans les limites tracées par le droit international. C'est pourquoi, sans nier que l'attribution de la nationalité est au premier chef de la compétence des États, il importe de préciser ces limites, en particulier dans le cas complexe de la succession d'États. De l'avis du Portugal, le projet d'articles y pourvoit de manière adéquate.

République de Corée

1. Le projet d'articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États que la Commission du droit international a adopté à titre provisoire représente, semble-t-il, une contribution opportune à l'établissement de normes dans ce domaine du droit.

2. Nous souhaitons formuler quelques observations préliminaires concernant le projet d'articles.

3. Premièrement, nous notons avec plaisir que certaines des dispositions contenues dans le projet d'articles s'inspirent des règles coutumières existantes et les codifient, reflétant ainsi la pratique des États et l'interprétation générale de la doctrine et de la jurisprudence.

4. Deuxièmement, nous nous félicitons des efforts faits par la Commission pour parvenir à un juste équilibre entre les droits et les intérêts des individus et la compétence souveraine des États s'agissant de déterminer quels sont leurs nationaux.

5. Nous n'avons en principe pas d'objection particulière à la manière dont la Commission du droit international a organisé le projet d'articles, en le divisant en deux parties, la première sur les normes et principes généraux concernant la nationalité en relation avec la succession d'États, et la seconde sur les principes applicables dans des situations particulières. Il semble toutefois plus souhaitable de laisser les États concernés conclure des accords réglementant la succession selon le cas qui leur est propre, et dont les dispositions pourraient différer de celles du projet d'articles, en dehors de quelques principes fondamentaux qui y sont énoncés. Nous suggérons d'envisager l'insertion de membres de phrases tels que « à moins qu'il n'en soit convenu autrement ».

Slovénie

1. Dans les cas de succession, la citoyenneté des personnes physiques est une question importante, à laquelle tout État successeur est confronté dès l'instant où il proclame l'indépendance, puisqu'elle fait intervenir des problèmes pratiques et juridiques concernant sa population, qui représente l'une des quatre conditions préalables à l'établissement d'un État.

2. Pour cette raison, un État successeur se doit de résoudre sans tarder la question de la citoyenneté des personnes physiques en cas de succession; en général, l'État, qui a d'ores et déjà entrepris d'acquérir une personnalité juridique internationale et de la faire reconnaître, énonce dans sa législation nationale les conditions auxquelles les personnes qui avaient leur résidence permanente sur son territoire antérieurement à son acquisition de cette personnalité juridique internationale peuvent obtenir la citoyenneté. Ces personnes doivent se voir garantir une protection juridique et ne pas être contraintes de s'expatrier pendant la période qui s'écoule entre le début de la succession et l'adoption par le nouvel État d'une législation nationale (conformément par exemple à la Convention européenne sur la nationalité, signée le 6 novembre 1997⁵). Le droit à la citoyenneté est l'un des droits fondamentaux de la personne humaine (le premier instrument international qui a consacré ce droit est la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'article 15).

3. Au moment où de nombreux pays, en particulier de l'Europe orientale et centrale, se trouvaient confrontés à cette question, aucune norme internationale n'avait encore été définie ou mise en pratique.

4. La Slovénie voudrait souligner que, dans le cas de la dissolution de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie, les États successeurs n'ont conclu aucun traité régissant la question de la citoyenneté des personnes physiques. Même l'Accord sur les questions de succession qui a été conclu beaucoup plus tard, en 2001 n'a pas réglé cette question entre les États successeurs de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie.

B. Observations concernant le préambule et des articles particuliers

1. Préambule

Brésil

Les paragraphes du préambule font référence à certains traités internationaux concernant la nationalité et la succession d'États. Comme d'autres États Membres l'ont déjà proposé, le projet d'articles devrait contenir une référence à d'autres instruments pertinents, comme la Déclaration des droits de l'enfant de 1959⁶ (Principe 3 : « L'enfant a droit, dès sa naissance, à un nom et à une nationalité »), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 7 mars 1966⁷ (article 5 : « Conformément aux obligations fondamentales énoncées à l'article 2 de la présente Convention, les États parties s'engagent à interdire et à éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes et à garantir le droit de chacun à l'égalité devant la loi sans distinction de race, de couleur ou d'origine nationale ou ethnique, notamment dans la jouissance des droits suivants :

⁵ *Série des traités du Conseil de l'Europe*, n° 166.

⁶ Résolution 1386 (XIV) de l'Assemblée générale.

⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 660.

[...] d) Autres droits civils, notamment : [...] iii) Droit à une nationalité »), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 décembre 1979⁸ (article 9 : « Les États parties accordent aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'acquisition, le changement et la conservation de la nationalité. Ils garantissent en particulier que ni le mariage avec un étranger, ni le changement de nationalité du mari pendant le mariage ne change automatiquement la nationalité de la femme, ni ne la rend apatride, ni ne l'oblige à prendre la nationalité de son mari. 2. Les États parties accordent à la femme des droits égaux à ceux de l'homme en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants. »), et la Convention sur la nationalité de la femme mariée du 20 février 1957⁹. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 16 décembre 1966¹⁰ pourrait être lui aussi mentionné, puisqu'il protège les droits de tout individu, quelle que soit sa nationalité.

2. Article 2. Termes employés

Brésil

Le projet d'articles devrait contenir une définition claire d'un certain nombre d'expressions ayant des incidences juridiques qui figurent dans le texte, notamment « résidence habituelle », « lien juridique approprié », « lien approprié » et « lien effectif ». Le terme « famille » pourrait également être plus clairement défini. Préciser le sens de ces expressions éviterait d'éventuelles divergences d'interprétation de la part des États membres et des juridictions internationales.

Kenya

Il est nécessaire de définir le terme « apatridie », dont nous proposons la définition suivante : « situation d'une personne qu'aucun État ne considère comme son national en vertu de son droit interne ». Il est également besoin de définir l'expression « résidence habituelle », qui pourrait désigner la résidence effective pendant, par exemple, sept ans au moins.

Philippines

Il serait utile de clarifier l'expression « résidence habituelle », utilisée à maintes reprises dans le projet d'articles, puisqu'il n'existe aucune définition, ni aucune norme de référence qui permette de parer à toute ambiguïté ou interprétation erronée.

3. Article 3. Cas de succession d'États visés par les présents articles

Turquie

Nonobstant l'article 3, qui dispose que les articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États s'appliquent uniquement aux effets d'une succession d'États se produisant conformément au droit international, on ne sait trop quels critères utiliser pour déterminer si tel ou tel cas de séparation d'une partie ou de parties du territoire d'un État sont conformes au droit international. Le commentaire relatif à la section 4, tout en mentionnant la

⁸ Ibid., vol. 1249.

⁹ Ibid., vol. 309.

¹⁰ Ibid., vol. 993.

Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, annexé à la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, précise que le cas de séparation d'une partie ou de parties du territoire d'un État diffère du cas d'un territoire non autonome. Cette question est liée au concept d'autodétermination, dont le contenu évolue. De fait, il semble difficile de parvenir à un consensus sur le contenu de ce concept ou sur les entités qui pourraient exercer l'autodétermination conformément au droit international.

4. Article 6. Législation sur la nationalité et autres questions connexes

Kenya

Cet article devrait contenir une clause restrictive indiquant que ses dispositions sont sans préjudice de celles du droit interne ou national déjà en vigueur ou pouvant entrer en vigueur, qui accordent ou accorderaient des droits plus favorables aux personnes concernées sur la question de la prévention de l'apatridie.

5. Article 9. Renonciation à la nationalité d'un autre État conditionnant l'attribution de la nationalité

Kenya

Cet article pourrait empêcher des personnes physiques d'acquérir une double nationalité et de bénéficier des avantages qui en découlent.

6. Article 11. Respect de la volonté des personnes concernées

République de Corée

... le sens et la portée des expressions « lien juridique approprié » (art. 22, 24 et 25), « lien approprié » (art. 11, 22, 24 et 25) et « lien effectif » (art. 19) ne sont pas parfaitement clairs. Il serait souhaitable d'harmoniser ces expressions si elles sont censées avoir une signification identique.

7. Article 13. Enfant né après la succession d'États

Brésil

S'il s'agit de garantir qu'un enfant né après la succession d'États ne risque pas de devenir apatride, il serait possible d'adapter cette disposition pour permettre l'attribution soit de la nationalité des parents (*jus sanguinis*) soit de la nationalité de l'État sur le territoire duquel l'enfant est né (*jus soli*).

8. Article 15. Non-discrimination

Kenya

Cet article devrait préciser les motifs de discrimination, tels que le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, l'opinion politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, les liens avec une minorité nationale, les biens, la naissance ou une autre situation.

9. Article 17. Procédures en matière de nationalité**Kenya**

Cet article devrait disposer que les droits à acquitter lors de la demande d'acquisition de la nationalité ne devraient pas, du fait de leur montant excessif, constituer un obstacle pour le demandeur. De plus, l'article devrait indiquer dans le cadre de quelles juridictions seraient examinés les recours administratifs ou judiciaires dont il est question.

10. Article 18. Échange d'informations, consultation et négociation**Kenya**

Cet article devrait mentionner la coopération non seulement avec les États concernés, mais aussi avec d'autres États et les organisations internationales.

11. Article 19. Autres États**République de Corée**

Voir ci-dessus, section B.6.

12. Article 20. Attribution de la nationalité de l'État successeur et retrait de la nationalité de l'État prédécesseur**Brésil**

[...] il y a lieu de noter les dispositions figurant aux paragraphes 1 et 2 de l'article 10 de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, du 30 août 1961¹¹, qui déterminent ce qui suit :

« 1. Tout traité conclu entre États contractants portant cession d'un territoire doit contenir des dispositions ayant pour effet de garantir que nul ne deviendra apatride du fait de la cession. Les États contractants feront tout ce qui est en leur pouvoir pour que tout traité ainsi conclu avec un État qui n'est pas partie à la présente Convention contienne des dispositions à cet effet.

2. En l'absence de dispositions sur ce point, l'État contractant auquel un territoire est cédé ou qui acquiert autrement un territoire accorde sa nationalité aux individus qui sans cela deviendraient apatrides du fait de la cession ou de l'acquisition. »

Il conviendrait d'avoir cette disposition à l'esprit lorsque l'on examine le projet d'article 20.

13. Article 22. Attribution de la nationalité des États successeurs**République de Corée**

Voir ci-dessus, section B.6.

14. Article 24. Attribution de la nationalité de l'État successeur**République de Corée**

Voir ci-dessus, section B.6.

¹¹ Ibid., vol. 989.

15. Article 25. Retrait de la nationalité de l'État prédécesseur

Kenya

1. L'article 25 est en contradiction avec la disposition de l'article 11 relative au respect de la volonté des personnes qui remplissent les conditions requises pour acquérir la nationalité de deux ou plusieurs États concernés.
2. L'article 25 pourrait empêcher des personnes physiques d'acquérir une double nationalité et de bénéficier des avantages qui en découlent.

République de Corée

Voir ci-dessus, section B.6.

C. Opportunité d'élaborer un instrument juridique sur la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, et forme que pourrait revêtir cet instrument

Algérie

1. L'Algérie est en faveur de l'adoption du projet d'articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États sous la forme d'une déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies comme recommandé par la Commission du droit international.
2. Le choix d'une déclaration – qui est un texte non contraignant – non seulement contribue à l'œuvre de codification progressive du droit international en la matière, mais permet aussi à l'État de continuer d'exercer son droit souverain de déterminer les conditions d'attribution de sa nationalité, sous réserve évidemment de ses obligations internationales, notamment en matière de droits de l'homme.
3. Le projet d'articles susmentionné sur la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États offrirait alors aux États un « guide utile pour la pratique y relative »¹².
4. L'attribution de la nationalité, qui représente le lien d'allégeance par excellence envers l'État et exprime le sentiment d'appartenance et d'attachement à celui-ci, est un acte éminemment politique qui se prête difficilement à une réglementation internationale contraignante, d'autant plus lorsqu'on est en présence d'une situation de succession d'États, où le facteur politique prédomine. D'où l'importance de préserver, autant que faire se peut, le pouvoir discrétionnaire de l'État concerné dans l'attribution de sa nationalité, à la lumière de ses propres politiques et impératifs pertinents.

Autriche

Bien que s'étant précédemment déclarée encline à opter pour l'adoption du projet d'articles sous la forme d'une convention, l'Autriche préférerait aujourd'hui – comme au sujet des autres projets de codification de la Commission du droit international – que l'on attende quelques années encore en continuant d'observer

¹² Résolution 55/153 de l'Assemblée générale, quatrième paragraphe du préambule.

l'évolution de la pratique des États avant de prendre une décision sur l'élaboration d'une convention.

Bélarus

1. Le Bélarus appuie résolument l'idée d'élaborer un instrument juridique sur la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, y compris la prévention de l'apatridie du fait de la succession d'États.
2. Un tel accord international renforcera les mécanismes existants en matière de protection du droit de toute personne à une nationalité, proclamé par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Étant donné la gravité du problème de l'apatridie, il serait souhaitable de choisir de donner à un tel instrument la forme d'un accord international.

Brésil

1. L'adoption d'un instrument international relatif à la question de la nationalité en cas de succession d'États constituerait une remarquable avancée du droit international, en ce qu'elle contribuerait à réduire le nombre de cas de personnes apatrides. Le Brésil attache une grande importance aux efforts visant à réduire les cas d'apatridie et a, pour cette raison, ratifié les deux principaux traités en vigueur dans ce domaine : la Convention relative au statut des apatrides, du 28 septembre 1954¹³, et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, du 30 août 1961¹⁴.
2. S'agissant de la forme définitive de l'instrument, eu égard à l'importance de la question, le Brésil est d'avis que le projet d'articles devrait servir de base à des négociations en vue d'une convention internationale.

Canada

Le Canada se félicite des efforts entrepris par la Commission du droit international pour étudier la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États et formuler un projet d'articles sur cette question. En tant qu'État partie à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie du 30 août 1961¹⁴, le Canada reconnaît qu'il importe de prendre des mesures pour prévenir l'apatridie et agit en conséquence dans le cadre de son droit national. Toutefois, le Canada est d'avis que la négociation d'un nouvel instrument juridique sur la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États ne servirait pas les besoins présents de la communauté internationale. Sous sa forme actuelle, le projet d'articles constitue un guide utile énonçant des principes fondamentaux à l'attention des États. Nous sommes aussi au fait des efforts déployés par le Conseil de l'Europe pour élaborer une Convention régionale sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États¹⁵, et notons que le nombre de ratifications requis pour l'entrée en vigueur de cet instrument n'est pas encore atteint. Il apparaît donc prématuré d'envisager l'élaboration d'un nouvel instrument juridique sur cette question avant de pouvoir tirer les leçons de l'expérience du Conseil de l'Europe. Nous n'en sommes pas moins satisfaits des indications précieuses que le travail de la Commission du droit international a apporté aux États.

¹³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 360.

¹⁴ Ibid., vol. 989.

¹⁵ *Série des traités du Conseil de l'Europe*, n° 200.

Équateur

[Original : espagnol]

1. Sachant que la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États est compatible avec les principes juridiques généraux relatifs à la défense et à la protection des droits de l'homme, l'Équateur juge souhaitable de poursuivre l'élaboration d'un projet de convention sur la base du projet d'articles adopté par la Commission du droit international.

2. De plus, l'Équateur est d'avis que l'élaboration d'un tel projet de convention est de nature à contribuer au travail législatif et au développement du droit international.

Luxembourg

Le Luxembourg n'a pas d'opposition de principe quant à l'élaboration par les instances des Nations Unies d'un instrument juridique sur la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, notamment sur la prévention des cas d'apatridie du fait de la succession d'États.

Mexique

[Original : espagnol]

Le projet à l'examen est acceptable à condition que, tout en assurant le respect du droit de toute personne à une nationalité, il offre une protection effective aux personnes dont la situation peut être juridiquement incertaine du fait qu'elles ne se rattachent à aucun État en particulier. En conséquence, le Mexique appuie sans difficulté l'élaboration d'un instrument juridique sur cette question à laquelle il est prévu de procéder.

Portugal

1. La question du respect de ces limites [des limites tracées par le droit international en ce qui concerne l'attribution de la nationalité] s'applique aussi s'agissant de la forme finale et du poids juridique qu'il s'agit de donner au projet d'articles. Il y a semble-t-il trois options : s'en tenir au projet d'articles annexé à la résolution 55/153 de l'Assemblée générale; adopter le projet d'articles sous la forme d'une déclaration de l'Assemblée générale, comme le recommande la Commission du droit international; et élaborer un projet de convention internationale sur la base du projet d'articles.

2. Le Portugal croit que l'adoption du projet d'articles sous la forme d'une déclaration serait pour l'heure l'option la plus raisonnable, qui permettrait de stabiliser immédiatement et d'une manière qui fasse autorité un ensemble diffus de normes et de pratiques, en combinant codification et développement progressif du droit international. L'adoption du projet d'articles sous une telle forme ne devrait toutefois intervenir que lorsque l'on pourra compter sur un large soutien des États.

République de Corée

Nous ne voyons pas d'objection particulière à ce que l'Assemblée générale entreprenne dans un avenir prévisible d'élaborer un projet de convention sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, mais

pensons que le projet d'articles devrait plutôt revêtir la forme d'une déclaration sur cette question.

République tchèque

1. La République tchèque a déjà fait connaître son avis sur la question de la forme sous laquelle il conviendrait d'adopter les articles relatifs à la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États lors de l'examen du projet d'articles par la Commission et lors de l'examen subséquent du point y relatif par la Sixième Commission de l'Assemblée générale. Dans la déclaration qu'elle a faite en 1998 (voir A/CN.4/493 et Corr.1), avant l'adoption finale du projet d'articles par la Commission, la République tchèque s'est dite convaincue que le projet d'articles avait pour but de fournir aux États concernés une série de principes juridiques dans ce domaine, ainsi que des recommandations sur lesquelles les États devront se guider pour la rédaction de leurs lois sur la nationalité. La République tchèque s'est déclarée d'avis que la forme que devrait à cet effet revêtir le projet d'articles était une déclaration adoptée par l'Assemblée générale, soit la forme initialement proposée par le Rapporteur spécial de la Commission sur cette question et recommandée ensuite par la Commission lorsque celle-ci a adopté le texte final du projet d'articles en 1999. La République tchèque a indiqué que la forme déclaratoire permettrait d'une part d'atteindre cet objectif, mais présenterait d'autre part certains avantages par rapport à la relative rigidité d'une convention internationale. Comme l'a relevé la République tchèque, une telle déclaration permettrait d'englober un éventail plus large des problèmes à traiter qu'une convention n'énonçant que des obligations internationales; une déclaration éliminerait également d'office tout débat sur l'applicabilité de ses dispositions à tout nouvel État qui n'aurait pas participé à son adoption. La République tchèque s'est dite aussi d'avis qu'une telle déclaration pourrait même acquérir une autorité bien plus grande et influencer davantage sur la pratique des États qu'une convention ratifiée seulement par une poignée d'entre eux.

2. Après que l'Assemblée générale, dans sa résolution 55/153, a pris note des articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, reproduits en annexe à cette résolution, la République tchèque a, lors de l'examen de ce point par la Sixième Commission, exprimé l'avis (voir A/C.6/59/SR.15) qu'il ne serait ni pratique ni souhaitable de donner aux articles en question la forme d'un instrument juridiquement contraignant (traité international). Elle a estimé que le principal objectif du projet d'articles, à savoir offrir aux États une série de principes juridiques et de recommandations dont ils puissent s'inspirer pour élaborer leur propre législation en la matière, était déjà atteint grâce à l'adoption de la résolution 33/153.

3. En réponse au souhait exprimé par le Secrétaire général de recueillir des observations sur l'opportunité d'élaborer un instrument juridique sur la question de la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, la République tchèque se réfère à ses déclarations antérieures susmentionnées et aux arguments présentés à l'appui. Elle est par conséquent d'avis qu'il convient et suffit de donner aux articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États la forme d'un instrument non contraignant.

Slovénie

1. Ni la Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités du 23 août 1978¹⁶, ni la Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État du 8 avril 1983 ne réglemente la question de la citoyenneté des personnes physiques. À cet égard, il convient de noter qu'il a fallu attendre 16 ans pour que la Convention de 1978 entre en vigueur, et que la seconde convention n'est pas encore entrée en vigueur. Si un instrument international juridiquement contraignant voyait le jour, il ne s'appliquerait qu'à la situation d'États successeurs établis postérieurement à son entrée en vigueur; se pose aussi la question de l'effet contraignant en droit international d'une telle convention sur un nouvel État qui, selon toute probabilité, n'y accèderait ni ne le signerait et ne le ratifierait immédiatement.

2. Les règles relatives à la citoyenneté devraient, sous la forme d'un texte non contraignant, refléter la pratique moderne des États en la matière, ce qui nécessite un examen et une analyse plus approfondis, ainsi que des principes directeurs conformes aux normes internationales dans ce domaine. Considérant que la question de la réglementation de la citoyenneté des personnes physiques dans le cas d'une succession d'États est l'un des aspects les plus épineux de la succession, la Slovénie plaide pour une approche progressive de son règlement, qui pourrait aussi aboutir à un texte juridiquement contraignant. Elle croit par ailleurs qu'il importe pour l'heure, d'élaborer un texte non contraignant, contenant des directives claires et faisant autorité, qui constituerait un guide utile pour résoudre cette question dans la pratique.

¹⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1946.